

## Entre le mal et le pire

Le bâtiment F aurait dû être détruit en 1994, quand la ville de Cadran a décidé de rénover les logements universitaires. La mairie a alors donné l'autorisation de construire du neuf, à condition de détruire le vieux. Quand les nouveaux bâtiments ont été achevés, à la fin de l'hiver 2002-2003, les étudiants ont démenagé. Tous, sauf ceux qui n'avaient pas payé leurs derniers loyers. Qu'auraient-ils pu faire sinon « squatter » le bâtiment F ? Le Crous était alors chargé de l'évacuation des derniers habitants, et Scic Habitat (une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, à qui ont été confiés les travaux), de la destruction du bâtiment. Les deux organismes ont fui leurs responsabilités et ont laissé s'installer le squat. Mais, depuis le 24 février, un nouveau permis de démolir a été déposé à la mairie. Doit-on blâmer Scic Habitat de ne pas avoir détruit le bâtiment en temps voulu ? Ou de vouloir le détruire maintenant ? On aimerait que des familles, des enfants ou des étudiants n'aient jamais à connaître de telles conditions de vie. Mais on ne peut s'empêcher de penser que ces personnes ont au moins un toit. Les habitants du squat peuvent travailler ou étudier à Paris, même s'ils doivent partager leur chambre le soir. Ce que l'on aimerait surtout, c'est ne pas avoir à se poser la question : que choisir, entre le mal et le pire ? Le squat ne devrait pas être considéré comme un substitut de « logement social ». Et si on en vient à se poser tout de même la question, ce n'est ni la faute du Crous ni celle de Scic Habitat. Mais bien celle du gouvernement. Et pour le placer enfin devant ses responsabilités, un seul mot d'ordre : pas d'expulsion sans relogement.

tance : « Dès que l'on connaîtra la date d'expulsion, nous partirons. Nous n'attendons pas les CRS. » Les squatters sont en majorité des familles, avec des enfants en bas âge.

Fatma et Fofana Abou ont 24 et 29 ans. Ils ont quitté la Côte d'Ivoire pour la France en octobre 2000. Depuis, des troubles ont éclaté dans leur pays et leurs parents sont morts. Ils ne peuvent pas rentrer sans risquer leur vie. « Nous allons attendre et rester habiter ici même si on sait que l'on va devoir par tir. Nous ne savons pas où aller avec l'enfant »,

explique Patina avec un sourire triste. Kadidja, 17 mois, qui dort sur le lit posé à terre, occupe tout l'espace. Son lait chauffé sur un réchaud de fortune. Elle sourit sur la photo scotchée au mur, cette photo que ses parents ont envoyée à la famille restée au pays. Les petits boulots de Fofana sont rares et incertains. Ils n'ont pas les moyens de se payer un logement et n'ont pas de papiers.

Adama Traoré, Malien, a l'argent pour payer un loyer. « Mais quand j'appelle les propriétaires,

explique-t-il, ils me répondent toujours que (ap) partement est déjà loué. » En outre, il n'a pas de papiers. Il a été arrêté il y a quinze jours à l'entrée du campus et sera prochainement expulsé vers le Mali.

'ud est algérien. Il ne veut pas dire ce qu'il a fait, mais il habite en France depuis I deux ans. Infirmier diplômé d'État, il cherche

un emploi et se présente à tous les entretiens qu'on lui propose. « Il y a des médecins ici, des

j ingénieurs. Personne ne trouve d'emploi car nous

n'avons pas de papiers. » Vêtu d'un costume impeccable, l'air très digne et une pochette de documents sous le bras, il scrute, l'air un peu perdu, le bâtiment qui lui sert de logement provisoire.

Il y a également des médecins, des réfugiés politiques, des étudiants, des jeunes désœuvrés et des mères de famille. Aucun d'eux ne souhaite vivre ici. « Les gens croient que l'on est des profiteurs parce que nous vivons ici sans payer de loyer, s'énerve Adama Traoré. Mais ils ne s'imaginent pas ce que c'est de vivre dans ces conditions, ce n'est pas humain. Moi je veux pouvoir payer un loyer. J'en serais fier ! Si tu es un homme avec une conscience, ça te gêne de vivre là dedans », conclut-il.

Malgré toute cette révolte, ces conditions inhumaines et le désespoir qui pointe parfois, la vie a pris le dessus. Certains étages sont de véritables villages africains. Les femmes échanent des pagnes colorés dans les couloirs pour se faire des robes en discutant dans sur un ton endiablé. Les enfants jouent dans les esca

sais pas ce que je ferais s'il se posait, car les écoles

sont déjà surchargées. » Dominique Bellidon, de SUD-Education Créteil, tente de faire accélérer les choses, car, selon lui, « la scolarisation des enfants est le premier pas vers l'obtention de papiers pour les parents ». Il serait donc peut-être temps que ce problème parvienne aux oreilles du maire. Les associations réunies dans le collectif y travaillent. Que peuvent-elles faire d'autre ? Demander aux autorités de laisser ces personnes vivre dans ces conditions ? Le bâtiment tombe en ruines, des fissures apparaissent sur les murs, et les fuites d'eau se multiplient. Les chambres de 9 m<sup>2</sup>, humides et occupées parfois par 4 ou 5 personnes, sont insalubres. L'eau chaude et le chauffage, maintenus par le Crous, arrivent en alternance. Patrice Richard, de la Ligue des droits de l'homme de LHay-les-Roses, a proposé son aide pour réparer ce qui était réparable : mettre de nouveaux robinets dans les salles de bains ou réparer une fuite sur le toit. « Plus le lieu est déclaré insalubre, et plus sa destruction va venir vite », déclare-t-il. Mais vouloir réparer ce bâtiment est une utopie. Thierry Didier, de Décidons notre ville, avoue que les discussions continuent au sein de son groupe pour fuser leurs revendications. « Les problèmes de logements sociaux à Cadran sont tellement énormes, explique-t-il. Sur 1200 demandes par an, entre 130 et 150 sont réglées. » Comment reloger 1 000 personnes ? Mais tout le monde est d'accord sur un point : il faut faire émerger ce problème à un niveau supérieur à la ville. Une entrevue avec le préfet du Val-de-Marne a eu lieu. Les revendications étaient claires : régularisation des habitants du bâtiment F, relogement après l'expulsion et asile politique pour ceux qui risquent leur vie dans leur pays. Aucune n'a été prise en compte par la préfecture. Il faut aussi unir les habitants entre eux, faire naître une conscience collective. Car les autorités pourraient essayer de les diviser en offrant une solution de relogement à certaines familles, et pas aux autres. « On ne revendique rien, explique Claude Danglot, de la Ligue communiste révolutionnaire. Que pourrions-nous demander devant un tel problème ?

Nous voulons juste les aider à faire connaître leur situation. Nous ne leur apportons aucune solution miracle, nous avons juste une façon humaine de nous comporter avec eux, tout simplement. »

Est-ce vraiment si simple ?

V. L.

liers. Dehors, des jeunes filles reviennent du supermarché voisin, des bouteilles d'eau en équilibre sur leur tête, un enfant accroché dans le dos, sous les regards admiratifs de certaines étudiantes. Pendant ce temps, des hommes palabrent à l'ombre. Comme dans un village d'Afrique, l'organisation est stricte. Une personne est nommée responsable pour chaque étage. Les femmes nettoient les couloirs et les salles de bain à tour de rôle. Les hommes sortent les poubelles. Et le bâtiment, pourtant en très mauvais état, reste propre. Parfois plus que les bâtiments universitaires voisins seulement vieux de deux ans.

Mais la vie quotidienne est difficile. La semaine dernière, Fatma s'est rendue chez l'assistante sociale pour lui demander des couches et du lait, car Fofana n'avait pas rapporté assez d'argent. Celle-ci ne peut rien faire tant que leur situation n'est pas régularisée. Fatma en a gardé un souvenir humiliant.

Les enfants en âge d'être scolarisés ne sont pas en meilleure posture : pas de place pour eux dans les écoles de Cachan. Leurs parents sont parfois obligés de les envoyer dans des villes voisines. Selon les délégués du bâtiment F, il y aurait dans le squat une dizaine d'enfants entre 6 et 16 ans qui ne vont pas à l'école. « Je n'ai jamais entendu parler de ce problème, s'étonne Jean Yves Bouillonc, maire de Cadran. Et pour être honnête, je ne

## Harcèlement policier

« On ne peut plus dormir la nuit H, témoigne un habitant du bâtiment F, sans papiers. Depuis deux semaines, le piège policier s'est refermé. Mardi 15 juin, vers 17 heures, 6 voitures de polices et une camionnette ont bloqué l'entrée du campus universitaire et procédé à des contrôles d'identité à la chaîne. Même chose le lendemain, avec, en plus, des CRS accompagnés de chiens, qui ont pénétré dans le squat sous prétexte de rechercher de la drogue. Deux hommes en civil, qui se sont présentés comme des journalistes, ont ensuite été surpris en train de prendre des photos. Devant l'inquiétude des habitants, ils ont sorti leur carte de police. Résultats des opérations : une quinzaine d'arrestations, deux expulsions du territoire, une porte fracturée, et un vent de panique qui a gagné tous les occupants du lieu.

Je ne peux plus sortir d'ici, explique un Ivoirien, sans papiers, avec son petit garçon d'un an dans les bras. Heureusement, nous avons des réserves de riz. » Il ne veut pas prendre le risque de ne plus pouvoir rentrer. À ce sentiment de peur, s'ajoute, chez les plus jeunes, un sentiment de révolte et de haine contre ces pratiques inhumaines. « Ils n'ont pas le droit de nous traiter comme ça. Nous ne sommes pas des lapins qu'on enfume dans un terrier ! La prochaine fois qu'ils viennent, nous descendrons tous. Ils prendront tout le monde ou personne. » Le but des forces de police est exactement l'inverse. Ils ne peuvent pas déloger tout le monde, alors ils organisent des descentes imprévisibles, pour intimider les habitants. En espérant qu'à force de ne plus dormir ils partiront d'eux-mêmes. Il est plus facile et moins coûteux de détruire un bâtiment vide

coûteux de détruire un bâtiment vide.

V. L.

VOILETTE LAZARD

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.